AFGHANISTAN

L'armée américaine engagée dans de violents combats

L'armée américaine était engagée hier dans de violents combats contre les talibans dans le Helmand, dans le sud de l'Afghanistan, où elle a lancé la veille une grande offensive, a annoncé à l'AFP le général Larry Nicholson, commandant sur place du corps des Marines.

Des soldats américains sont «engagés dans un sacré combat dans le sud du secteur», a déclaré le général à ses hommes dans le district de Garmser, à bord d'un convoi où est embarqué un journaliste de l'AFP.

Ces soldats «vont devoir faire face à de durs défis», a-t-il ajouté. D'autres troupes déployées dans le secteur ont en revanche rencontré «une légère résistance», a-t-il ajouté, sans plus de précisions.

«Une base ennemie située au sud de Garmser a été détruite hier.

Mais cela ne veut pas dire que l'ennemi est parti», a-t-il indiqué. Il a, par ailleurs, confirmé la mort d'un soldat américain la veille, le premier tué par les rebelles dans le cadre de cette vaste opération.

Il a précisé que les 4 000 Marines mobilisés avaient été déployés en «presque huit heures» jeudi, dont «environ la moitié par hélicoptère».

Le général américain a par ailleurs affirmé que l'opération a été accueillie avec un enthousiasme inédit par le gouverneur de la province, tout en jugeant insuffisant le nombre de policiers et soldats afghans accompagnant ses troupes.

Photo : DR

Des soldats face à de durs défis.

Toutes ces informations fournies par l'armée américaine ne pouvaient être vérifiées de source indépendante. L'opération américaine, baptisée Khanjar, est la plus vaste depuis l'annonce par le président américain Barack Obama de l'envoi cette année de 21 000 soldats en renforts, notamment dans le sud, bastion d'une insurrection qui gagne du terrain depuis plus de deux ans.

Elle vise également, comme plusieurs opérations lancées récemment par les forces internationales et afghanes dans le sud, à tenter de sécuriser une région instable en vue des élections présidentielle et provinciales du 20 août.

TIRS DE MISSILES AMÉRICAINS DANS LE NORD-OUEST DU PAKISTAN

Au moins 11 morts

Onze personnes ont trouvé la mort hier dans des tirs de missiles américains dans le nord-ouest du Pakistan, a-t-on indiqué de source sécuritaire. Les forces armées américaines «ont tiré des missiles hier sur la zone tribale du Waziristan du sud (nord-ouest), principal bastion des talibans pakistanais, tuant 11 personnes», a affirmé un haut responsable des forces de sécurité pakistanaises. Ces tirs de missiles, qui se sont multipliés depuis l'été dernier, ne sont pas confirmés officiellement par les Américains, mais seule l'armée américaine possède de tels appareils sans pilote dans la région.

Les forces américaines présentes en Afghanistan intensifient depuis plusieurs mois les tirs de missiles par des drones (avions sans pilote).

Explosion d'une bombe près du centre d'Athènes

Aucune victime n'a été signalée après l'explosion d'une bombe hier devant un bureau des services fiscaux près du centre de la capitale grecque Athènes, a-t-on indiqué de source sécuritaire. Selon cette source, l'explosion qui s'est produite tôt le matin près du centre d'Athènes a provoqué d'importants dégâts matériels.

La police grecque soupçonne un groupe d'extrême gauche d'être responsable de cet attentat, et a chargé les services anti-terroristes de mener une enquête pour déterminer les circonstances de cette attaque, a-t-on ajouté de même source. Imputés à des groupes d'extrême gauche ou à la mouvance anarchiste, plusieurs attentats à l'engin explosif ou incendiaire ont été souvent perpétrés à Athènes et à Salonique (nord).

La Grèce avait connu en décembre dernier, rappelle-t-on, des actes de violences suite à la mort d'un adolescent, tué lors d'une bavure policière.

ÉLECTIONS

Les Mexicains demain aux urnes

Les électeurs mexicains sont appelés demain dimanche aux urnes pour des élections législatives et locales dans un pays secoué par la crise économique et la criminalité.

Les 77 millions d'électeurs devront élire les 500 membres du Parlement et désigner également leurs représentants locaux dans les six gouvernorats et 568 mairies que compte le pays. Plusieurs partis politiques se disputeront les sièges de l'Assemblée nationale, dont le Parti d'action nationale (PAN, droite) au pouvoir qui a centré sa campagne électorale sur la politique de sécurité gouvernementale mais peine à convaincre en raison de la récession, la pire crise depuis 1995. De son côté, le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI, troisième force législative), chassé du pouvoir en 2000 après 71 ans d'hégémonie, active pour reprendre sa place et regagner du terrain.

Par ailleurs, les instituts de sondage estiment toutefois que le taux d'abstention sera très élevé, dont seulement 30 millions de personnes pourraient se déplacer pour voter en raison du manque de la sécurité.

Au Congo, campagne «sans engouement» pour la présidentielle

Cela fait une semaine que la campagne électorale a démarré au Congo pour le premier tour du scrutin présidentiel du 12 juillet, mais Jonas, chauffeur de taxi, ne sent aucun «engouement», comme beaucoup de Congolais.

Jonas Kinkela, quadragénaire, est particulièrement nostalgique de la campagne électorale de 1992, année du premier scrutin pluraliste remporté par Pascal Lissouba face à 16 autres candidats incluant Denis Sassou Nguesso, qui dirigeait le pays depuis 13 ans. M. Sassou Nguesso est ensuite revenu au pouvoir en 1997 à l'issue d'une guerre civile gagnée par ses troupes, et il a été élu en 2002 lors d'une présidentielle boycottée par les principaux opposants. Depuis, la paix est revenue dans ce pays pétrolier d'Afrique centrale et l'opposition, malgré ses réserves, participe au scrutin. «En 1992, c'était le combat des titans», a affirmé Jonas Kinkela, se souvenant d'une «réelle compétition entre des acteurs ambitieux». «Aujourd'hui, un seul candidat» semble régner en maître sur la campagne, «parce qu'il n'a pas des adversaires de taille», ajoute-t-il. A Brazzaville, ils sont nombreux à faire le même constat, à sept jours de la clôture de la chasse aux voix. Aucun incident n'avait été signalé à mi-parcours.

«L'ambiance est morose», a estimé Blaise Anga, un ouvrier trentenaire.

«Nous assistons à une campagne tout à fait monotone. (...) Nous sommes indisposés par des affiches monocolores», appartenant au «candidat de la majorité», note Roch Euloge Nzobo, de l'Observatoire congolais des droits de l'Homme (OCDH). Dans le camp du président sortant, qui brigue un nouveau septennat face à 12 autres prétendants, l'optimisme règne quant à l'issue du vote pour lequel plus de deux millions d'électeurs sont appelés aux urnes. «La victoire est à notre portée», a soutenu l'ex-Premier ministre, Jacques Joachim Yhomby Opango, lors du meeting inaugural du candidat Sassou Nguesso, le 27 juin à Pointe-Noire (sud), la deuxième ville du pays.

Photo : DR

Le président Sassou Nguesso.

«Cette élection est un penalty tiré sans gardien», a de son côté estimé le Premier ministre Isidore Mvouba, un des responsables du Rassemblement de la majorité présidentielle (RMP) regroupant des partis et associations soutenant M. Sassou Nguesso.

Les opposants battent pourtant campagne, avec des meetings ou des marches pacifiques, et réclament notamment une élection transparente et apaisée. C'est le cas de l'ex-ministre des Finances (1997-2002) Mathias Dzon, candidat de l'Alliance pour la république et la démocratie (ARD), considéré comme le principal rival de M. Sassou Nguesso, mais aussi des indépendants Joseph Kignoumbi Kia Mboungou, Jean Ebina et Anguios Nganguia Engambé. «Nous sommes à l'heure du bilan du pouvoir. Il est catastrophique. La situation est grave dans notre pays : pas d'écoles, pas d'hôpitaux, ni de routes», a critiqué notamment M. Kia Mboungou.

Dans la joute oratoire pré-électorale, Roch Euloge Nzobo de l'OCDH note «une psychose et une angoisse entretenues» par le camp du pouvoir qui invite les électeurs à choisir son candidat, «sans quoi il n'y aura pas la paix».

Le président syrien Al-Assad invite Barack Obama à une rencontre à Damas

Le président syrien Bachar Al-Assad a adressé une invitation à son homologue américain Barack Obama pour venir le rencontrer à Damas, en Syrie, ont rapporté des médias Dans un entretien réalisé avec la chaîne britannique Sky News, M. Al-Assad a invité Barack Obama à venir le rencontrer en Syrie, estimant que les Etats-Unis jouaient un «rôle spécial» en tant que principale puissance mondiale. «Je pense que le président Obama devrait visiter autant de pays qu'il peut pour engager ces dialogues. Et bien entendu, cela inclut la Syrie», a déclaré le président syrien. «Il serait le bienvenu en Syrie, absolument. Je suis très clair à ce sujet», a-t-il ajouté, précisant toutefois que la date de cette rencontre dépendait de M. Obama. Cette invitation informelle intervient après que les Etats-Unis eurent annoncé le 24 juin dernier leur décision d'envoyer à nouveau un ambassadeur en Syrie. Depuis son entrée en fonction en janvier 2009, la nouvelle administration de Barack Obama a engagé des contacts diplomatiques avec la Syrie.

La reprise du dialogue politique syro-américain, notamment sur l'Irak, a été marquée par la visite mi-juin à Damas de l'émissaire américain pour le Proche-Orient George Mitchell.

VENEZUELA

Caracas suspend l'envoi du pétrole au Honduras

Le président vénézuélien Hugo Chavez a annoncé, lors d'une allocution jeudi, la suspension de l'envoi de pétrole vers le Honduras, qui bénéficie d'un accord de coopération énergétique avec Caracas. «Nous avons suspendu les fournitures de pétrole» au Honduras, a déclaré M. Chavez, en précisant qu'un envoi de brut à destination de ce pays était initialement prévu la semaine prochaine. «Une des conséquences, ce sera une augmentation des prix de l'essence» dans ce pays, a-t-il estimé. Le Honduras a adhéré à l'accord de coopération Petrocaribe en décembre 2007, sous la présidence de M. Manuel Zelaya.